

## CHAPITRE VII

### FACTEURS IDEOLOGICO-CULTURELS ET STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT

Nombre d'économistes, y compris certains parmi ceux qui se réclament de l'approche marxiste, emportés par une vision "économiste" des réalités socio-économiques, ont tendance à ignorer ou à négliger l'importance des facteurs non économiques dans l'analyse des problèmes du "sous-développement" et du développement.

En général cette méconnaissance se place à deux niveaux :

— au niveau de la perception des réalités actuelles et des facteurs de blocage du progrès qui sont identifiés (au mieux on aura droit à l'éternel couplet si cher aux sociologues occidentaux de la persistance d'une "mentalité traditionnaliste") ;

— au niveau des stratégies proposées dans lesquelles le jeu des facteurs non économiques est sous-estimé, ou bien n'est pas correctement inséré dans l'ensemble de la dynamique sociale<sup>1</sup>.

Dans ce chapitre, nous voulons dans une première approche, souligner l'importance d'une démarche dialectique globale permettant

---

1. Parmi les travaux récents qui abordent certains des thèmes dont nous débattons dans ce chapitre, il convient de citer : les œuvres d'A. Gramsci, les travaux de Anouar Abdel Malek (plus particulièrement *La Dialectique Sociale* publié aux Editions du Seuil), les œuvres d'Amilcar Cabral (publiées en 2 tomes aux Editions Maspéro), certains travaux de L.S. Senghor relatifs au concept de la "négritude", *l'idéologie arabe contemporaine* et *La crise des intellectuels arabes* de A. Laroui (parues aux Editions Maspéro), l'ouvrage de Babakar Siné intitulé *Impérialisme et théories sociologiques du développement* (éd. Anthropos), celui d'Y. Benot *Les indépendances africaines idéologies et réalités* (éd. Maspéro), les travaux du philosophe hongrois Imre Marton, notamment son analyse critique de la pensée de Frantz Fanon (parue dans le Journal *Al Bayane*), *L'idéologie de la rupture* de Jacques d'Hondt (PUF) etc...

de démontrer non seulement les contradictions socio-économiques des sociétés dépendantes, mais également les incohérences de leurs superstructures (au sens marxiste), et les niveaux d'interférence et d'interaction entre leurs structures socio-économiques (forces productives et rapports de production) et leurs superstructures (idéologies et mentalités, culture, Etat, conscience sociale etc...).

### **IMPOSSIBILITE DE REPRODUIRE LE "MODELE" DE CAPITALISME DEVELOPPE**

Les faits actuels, confortés par l'expérience de la dernière période, sont en train de confirmer une réalité d'importance capitale, pour qui veut se donner la peine de la saisir : il s'agit de l'impossibilité de reproduire à une vaste échelle dans les "pays sous-développés" et sur la base d'un mouvement socio-économique et socio-culturel englobant l'ensemble de la société, le "modèle" de capitalisme développé qui caractérise actuellement l'évolution sociale du monde occidental.

Cette situation ne signifie pas, bien entendu, la fin de toute tentative visant à étendre les rapports de production de nature capitaliste dans les "pays sous-développés" de la part des centres de l'hégémonie impérialiste et des bourgeoisies locales qui en dépendent en grande partie. Mais cela en trace les limites historiques objectives ; au mieux, cela entraînerait un agrandissement de quelques "îlots de prospérité" au milieu "d'océans de misère" ou en d'autres termes un élargissement relatif du secteur capitaliste au prix d'une aggravation des distorsions, des déséquilibres et de la dépendance, d'une marginalisation et d'un appauvrissement plus poussés des masses populaires.

Les blocages dont souffrent nos sociétés ne sont pas seulement des blocages de nature socio-économique (détournement de l'accumulation du capital au profit des centres impérialistes, non-maîtrise nationale de la croissance des forces productives etc...) mais aussi au niveau superstructurel des blocages de type politique et idéologico-culturel qui renforcent les premiers.

Dans le cadre d'une stratégie authentique de développement, la liquidation des premiers doit nécessairement s'accompagner de l'élimination des seconds, qui constituent des facteurs et des mécanismes d'inhibition, empêchant le progrès et la créativité de nos peuples, notamment dans la sphère socio-culturelle et dans la maîtrise de la technologie. L'ensemble des blocages entravant la marche vers un développement national ne sont pas seulement la manifestation hégémonique de forces socio-économiques et politiques déterminées,

mais également de valeurs idéologico-culturelles secrétées par ces mêmes forces, qui spéculent sur l'image de la prétendue supériorité de la "civilisation occidentale" et son acceptation en tant que telle par nos peuples, pour tenter de reproduire, à chaque moment, les rapports de domination impérialiste, sous des formes renouvelées s'il le faut.

Sans parler des bas revenus qui sont le lot de l'immense majorité des populations dudit Tiers-Monde, et qui font de leur "société de consommation" une fausse société de consommation, limitée structurellement à 15 ou 20 % de la population<sup>2</sup>, leur terrain socio-culturel et de civilisation n'offre pas de possibilités à une extension généralisée et organique de la civilisation occidentale ; ce qui est une autre façon d'exprimer l'incapacité du capitalisme à offrir une voie de développement valable et efficace pour le progrès global de ces sociétés.

Pour expliquer cette réalité, nous devons rappeler que le développement du mode de production capitaliste s'est effectué à la suite d'un mouvement endogène au sein des sociétés occidentales, et il a produit ce qu'on appelle la civilisation occidentale. Celle-ci fait corps, organiquement, avec la nature et la dynamique interne du type de développement socio-économique et culturel qui l'a engendrée. Elle est à la fois l'expression du triomphe d'un mode de production sur les modes antérieurs et de leur élimination définitive, d'une histoire, d'un certain type de culture privilégiant une conception particulière des rapports humains, le tout débouchant sur un façonnement déterminé des modes de vie et de consommation et des comportements.

L'émergence du mode de production capitaliste en Europe Occidentale sur une base endogène aux 18<sup>e</sup>-19<sup>e</sup> siècles a été la conséquence, non seulement de transformations socio-économiques antérieures (principalement la rencontre d'une importante accumulation de capital-argent avec une force de travail prolétarisée par la désagrégation des rapports de production féodaux), mais aussi de mutations idéologico-culturelles en profondeur qui les ont accompagnées et renforcées (La Réforme protestante, la Renaissance, le Siècle des Lumières etc...), la période décisive de la maturation des deux types de transformations ayant été les 16<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> siècles. Au passage, il faut souligner le travail colossal de création intellectuelle réalisé par les penseurs de la bourgeoisie européenne, à cette époque, dans sa phase ascendante et anti-féodale, en vue d'abattre l'ancien ordre et de déblayer le terrain pour la nouvelle société bourgeoise, pour le développement des rap-

2. Au Maroc, 20 % de la population dispose de 50 % des dépenses totales de consommation.

ports de production capitalistes sans entraves, et la diffusion d'une nouvelle conception du monde et de la vie sociale.

Il faut poser d'autres interrogations à l'histoire afin de mieux éclairer les problèmes du présent : pendant des siècles, la structuration en classes sociales nettement différenciées et parfois antagonistes s'est faite en Europe occidentale autour de la propriété privée des moyens de production (propriété féodale de la terre, d'abord grevée de servitudes, puis peu à peu évolution vers la propriété de forme bourgeoise), tandis que dans de nombreuses sociétés à la même époque en Afrique, en Asie et en Amérique, les processus de différenciation en classes sociales se réalisaient d'une autre façon, plus lentement et moins nettement, sur la base surtout d'une transformation des pouvoirs de fonction de certains groupes en pouvoirs d'exploitation, à l'intérieur de structures communautaires qui résistèrent à ce mouvement jusqu'à la pénétration de l'impérialisme<sup>3</sup>. Il est évident que pendant des siècles le façonnement de la conscience sociale des producteurs et des non-producteurs dans les deux types fondamentaux de structuration des classes sociales qu'avait connus l'histoire ne s'est pas réalisé de la même manière, ni du point de vue du contenu idéologique ni du point de vue de la pratique des hommes. Et ceci jusqu'à l'avènement de l'impérialisme.

L'histoire du développement capitaliste en Europe Occidentale n'a nullement été celle d'un processus harmonieux, mais celle d'un processus contradictoire ; toutefois en considérant la totalité socio-historique constituée par ses sociétés on ne peut qu'être frappé par une remarquable cohérence entre la nature de leur développement socio-économique et le type de civilisation et de comportement social qu'il a engendré (jusques et y compris les formes et la netteté des luttes sociales qu'elles connaissent).

### UNE INCOHERENCE STRUCTURELLE

L'extension du mode de production capitaliste au-delà de ses frontières d'origine, vers le reste du monde (mis à part les cas très particuliers des Etats-Unis, du Canada, de l'Australie, et de la Nouvelle-Zélande et du Japon) y a créé une situation bien différente, marquée notamment par une incohérence structurelle entre les processus socio-économiques de nature capitaliste imposés de l'extérieur et les types de civilisations préexistantes.

3. Pour l'Amérique indienne, la destruction sociale a été plus précoce puisqu'elle a débuté avec la conquête ibérique du 16<sup>e</sup> siècle.

Dans de telles conditions, le processus de "sous-développement" issu de ce choc a été et est vécu concrètement par les populations concernées comme une crise d'envergure : crise socio-économique (perte de marchés, exploitation brutale, chômage permanent, exode accéléré et douloureux etc...), mais aussi crise de civilisation traduisant une "impréparation" socio-historique et une inadaptation des cultures et des comportements humains par rapport aux formes de vie imposées par la pénétration capitaliste. En particulier l'environnement socio-culturel qui, dans le cas de l'Europe précapitaliste (du 16<sup>ème</sup> au 18<sup>ème</sup> siècle surtout) avait subi une lente transformation préparant l'apparition endogène du capitalisme, connaît dans beaucoup de pays du Tiers-Monde une sorte de raidissement, que l'agression coloniale et ses diverses formes de domination ont très souvent affermi.

L'irruption brutale de rapports sociaux d'institutions et de comportements nouveaux, dans la foulée de la pénétration capitaliste - impérialiste est apparue comme une calamité aux yeux de la masse des populations concernées, bien qu'une minorité sociale ait tenté par la suite de s'en accommoder et de s'y adapter. Mais cette tentative d'adaptation elle-même demeure bien souvent tronquée et artificielle, ce qui donne une allure particulière au capitalisme autochtone des pays "sous-développés" ; ainsi par exemple, le commerçant marocain originaire du Sous qui agit en vue de s'intégrer aux structures capitalistes, ne rompt pas pour autant avec son clan d'origine, qui continue de le conditionner d'une certaine façon.

Il faut donc dépasser la façon mécaniciste, faussement scientifique et partant mystificatrice avec laquelle le débat "Tradition-Modernité" <sup>4</sup> est posé à nos pays par des sociologues et économistes occidentaux, ainsi que l'assimilation du sous-développement à un "retard", car les contradictions essentielles ne se situent pas sur ce terrain et ne sont pas identifiables à ce niveau.

La démarche critiquée ici masque en fait les réalités fondamentales du "sous-développement", en particulier en occultant son essence, c'est-à-dire la structure et la dynamique des rapports de classes internes/externes propres aux formations sociales périphériques, avec leurs conséquences sur les conditions de reproduction de la formation sociale, sur la création-distribution-affectation du surplus économique, le profil imprimé à la croissance des forces productives, la dépendance culturelle et technologique etc...

---

4. Voir les critiques portées par Babakar Siné à ce genre de conceptions dans *Impérialisme et théories sociologiques du développement*. Editions Anthropos.

C'est à ce niveau qu'il faut identifier la contradiction principale dont la solution est liée à la mise en œuvre d'une stratégie révolutionnaire de développement, contradiction entre les nécessités de la libération des forces productives en vue de leur affectation à la satisfaction des besoins sociaux-nationaux prioritaires et le carcan des rapports de production existants, entre les forces sociales qui, de par leur situation même, ont un intérêt décisif à la liquidation de l'exploitation, de la dépendance et du sous-développement et celles qui en tirent profit, c'est-à-dire entre d'un côté les classes laborieuses créatrices du surplus économique (en premier lieu prolétariat et paysannerie pauvre) et leurs alliés nationaux et de l'autre les forces hégémoniques de la domination impérialiste et leurs alliés de classes internes dans les formations périphériques. Car le "sous-développement" ne peut être correctement compris et analysé que s'il est "remis sur ses pieds", en tant que partie intégrante d'une totalité socio-historique en mouvement, en tant que "sous-produit" du développement du capitalisme et de l'impérialisme modernes. La logique interne de l'accumulation du capital, dans les conditions de l'impérialisme ne pouvait aboutir, en Afrique, en Asie et en Amérique Latine, qu'à un capitalisme périphérique dominé, faible, imbriqué avec les survivances des anciens modes de production qu'il tente d'utiliser à son profit, notamment comme réservoirs de main-d'œuvre à très bon marché, prolétarisée ou semi-prolétarisée.

Les théoriciens-idéologues de l'impérialisme, suivis sur ce terrain par nombre de spécialistes bourgeois des sciences sociales - peut-être de bonne foi pour une partie de ces derniers - tentent de masquer ces réalités et ces contradictions fondamentales, en présentant une conception faussement évolutionniste du développement économique et social qui serait valable pour toutes les sociétés, donc à prétentions "universalistes". La plus typique, sinon la plus caricaturale de ces théories est incontestablement celle élaborée par W.W. Rostow dans son ouvrage *Les Etapes de la Croissance Economique*, qui tente de fonder théoriquement la conclusion selon laquelle la voie et la stratégie du développement des "pays sous-développés" se confondent avec la nécessité du "rattrapage" des pays capitalistes du centre en empruntant les mêmes voies et moyens que ceux qui, à travers l'histoire, les ont amenés au niveau actuel de développement.

Notre propos ici n'est pas de faire une critique <sup>5</sup> d'ensemble de la théorie de Rostow, critique déjà présentée, mais de relever surtout

5. Cf nos propres critiques dans *L'investissement au Maroc (1912-1964)* 1<sup>ère</sup> éd. Mouton et Cie Paris - La Haye. 2<sup>ème</sup> éd. Editions Maghrébines - Casablanca et celles, notamment de Samir Amin et de A.G. Franck.

la fausseté des présupposés idéologiques qui servent de soubassements à ce genre de conceptions.

Par exemple, on nous présente le secteur moderne c'est-à-dire capitaliste des pays sous-développés comme étant le royaume de l'efficacité et de la rationalité par opposition au secteur "pseudo-traditionnel", domaine "par excellence" de la tradition fétichisée et des comportements irrationnels basés sur l'atavisme des masses. C'est là une vision bien superficielle de la réalité, fondée sur une démarche de type néo-positiviste et non sur une démarche de type dialectique qui cherche à saisir les phénomènes sociaux (y compris culturels et idéologiques) dans leur mouvement, leur connexion, leurs contradictions et leur place dans l'ensemble de la totalité sociale historiquement conditionnée.

Or, pour l'essentiel, ce n'est pas "l'atavisme" qui explique le comportement des masses du prétendu "secteur traditionnel", mais plutôt la crise sociale d'envergure qu'elles subissent depuis la pénétration du capitalisme, et leur marginalisation de plus en plus poussée dans le système du "développement-sous-développement" qui amplifie la crise d'inadaptation. Dans de telles conditions, ces masses, à la recherche d'une sécurité non seulement économique, mais aussi psychique et morale, s'accrochent à ce qui est à leur portée et que leurs pères ont légué comme un héritage.

Il ne s'agit nullement de dénigrer ou de faire l'apologie d'une telle attitude, mais de la comprendre en la réintégrant dans l'ensemble de la réalité socio-économique et culturelle, et de voir également que son dépassement dépend au premier chef de pratiques politiques et idéologico-culturelles adéquates.

D'ailleurs l'histoire récente des peuples dudit Tiers-Monde témoigne que, lorsque ces masses perçoivent la possibilité de concrétiser des perspectives de changement social politique et culturel à court ou moyen terme, elles sont susceptibles de se mettre en mouvement et le prétendu atavisme n'y peut rien pour les en empêcher. A condition que ces perspectives et la pratique utilisée en vue de les concrétiser fassent corps avec la réalité sociologique du pays, son terrain socio-culturel et de civilisation, son histoire, dans le cadre d'un projet de renaissance nationale et d'émancipation économique et sociale. Autrement, même lorsque se présente une chance historique de réaliser un "raccourci" vers le développement et la "modernisation", comme ce fut le cas, par exemple, dans la Turquie de Kemal Ataturk, le nationalisme moderniste inspiré par le positivisme bourgeois ne débouche que sur un raccourci tronqué et fragile, pouvant être remis en cause par son propre impact superficiel sur la réalité sociale.

On serait tenté d'émettre le même jugement à propos de l'œuvre de Gamal Abdel Nasser concernant les structures internes de l'Égypte contemporaine malgré les changements intervenus, en ce sens que de nombreux blocages de nature sociale et idéologique ne furent pas éliminés et ne pouvaient pas l'être dans le cadre d'une révolution anti-impérialiste dirigée par la petite-bourgeoisie, et qui persistait à le rester.

### DIALECTIQUE DE L'UNIVERSEL ET DU SPECIFIQUE

C'est le lieu ici d'ouvrir un débat sur le problème de savoir jusqu'à quel point nos sociétés sont "spécifiques", et jusqu'à quel point leur connaissance ainsi que la théorie et la pratique de leur transformation relèvent ou non de la méthodologie offerte par le matérialisme dialectique et historique. D'autant plus que le manteau de la "spécificité" n'est pas tiré seulement par des éléments conservateurs ou rétrogrades, mais aussi très souvent par des éléments de la petite-bourgeoisie anti-impérialiste dont l'inconséquence et l'éclectisme idéologiques sont aujourd'hui patents : il est très instructif par exemple de les voir manier avec fougue la théorie et la critique marxistes lorsqu'il s'agit de dénoncer l'impérialisme et sa domination économique sur le Tiers-Monde, et avec la même assurance s'en éloigner lorsqu'il s'agit d'analyser les contradictions de classes internes, la nature de l'Etat, le rôle assigné au prolétariat et aux couches les plus pauvres de la paysannerie dans le processus de transformation sociale, le contenu véritable du socialisme, la direction principale à donner à la lutte idéologique etc...

En quoi les sociétés du Tiers-Monde sont-elles "spécifiques" ? S'agit-il de reconnaître que nos formations sociales concrètes se caractérisent à la fois par des aspects généraux (c'est-à-dire qui leur sont communs avec ceux d'autres sociétés : par exemple sociétés de classes, ou existent des classes antagonistes, basées sur les mécanismes d'exploitation des classes laborieuses au profit du Capital sous diverses formes) et des aspects particuliers, singuliers (tenant notamment à une structuration en classes sociales réalisée en fonction d'un profil déterminé de croissance des forces productives marqué par la dépendance vis-à-vis de l'impérialisme, à certaines particularités dans leur évolution socio-historique antérieure à la pénétration impérialiste dans leurs éthiques et leurs cultures héritées du passé etc...) ? Et qu'en conséquence la pratique de leur transformation, comme celle de n'importe quelle société, relève de l'application de la théorie sociale révolutionnaire en voie d'universalisation, à condition bien entendu de connaître et de prendre en considération ces particularités afin de les intégrer à l'analyse théorique et à la stratégie de la lutte pour

l'émancipation économique et sociale ? S'il s'agit de cela lorsqu'on parle de "spécificités" à propos des sociétés du Tiers-Monde, alors nous pouvons être d'accord au niveau conceptuel, tout en marquant notre préférence pour une démarche d'analyse - et une pratique - qui tendent à une maîtrise de la dialectique du spécifique et de l'universel. En ce sens nous pouvons dire qu'il s'agit là de reconnaître l'existence d'une réalité objective, d'une "spécificité-fait".

Mais il y a également la "spécificité-valeur" c'est-à-dire l'idéologisation de la "spécificité-fait", à laquelle on donne un caractère irréductible, transcendant, quasi-métaphysique, faisant de la société en question une entité *sui generis* dont l'évolution ne relèverait pas des lois générales de la transformation des sociétés humaines.

Nous ne confondons pas cette démarche, dans ses positions extrêmes, avec celle des mouvements de libération nationale qui ont été amenés, ou peuvent l'être encore à l'avenir, à "surdéterminer" idéologiquement les particularités nationales en vue de mener plus efficacement le combat anti-impérialiste, à faire sans chauvinisme de la spécificité une valeur idéologique positive pour mieux fonder la légitimité de la lutte nationale et élargir leur propre espace socio-culturel au détriment de l'influence impérialiste (nous pensons à ce propos plus particulièrement à l'expérience vietnamienne qui demeure à nos yeux exemplaire).

La démarche qui nous paraît condamnable est celle qu'adoptent diverses forces sociales conservatrices dans leur utilisation de la "spécificité-valeur", en vue de servir des buts déterminés de classe, par sa manipulation dans la lutte contre les mouvements et courants progressistes et révolutionnaires.

### LES RAPPORTS BASE-SUPERSTRUCTURE DANS LE TIERS MONDE

La base économique de la plupart des "pays sous-développés" est constituée à l'heure actuelle par une "mosaïque" de rapports de production plus ou moins imbriqués les uns aux autres sous la dominance du mode de production capitaliste - appendice du capital monopoliste international, la dominance ne devant pas être appréciée ici d'un point de vue spatial ou numérique (par exemple pourcentage de la force de travail directement employée par le secteur capitaliste) mais du point de vue de la fraction majoritaire du produit social prenant la forme marchandise et aussi de la part majoritaire du surplus économique total de la formation sociale qui est directement générée par la sphère capitaliste.

On peut énumérer dans cette "mosaïque" outre les rapports capitalistes, ceux relevant des formes précapitalistes d'exploitation de la force de travail (mode latifundaire, métayage, location précaire de la terre, rapports "semi-féodaux", etc...) diverses formes de "transition" entre les rapports précapitalistes et les rapports capitalistes (dans l'agriculture mais aussi la petite industrie), la petite production marchande agricole et artisanale, l'économie familiale de subsistance, diverses survivances plus ou moins fortes des anciens rapports communautaires etc ...

Cette hétérogénéité profonde des rapports sociaux de production dans des sociétés où une grande partie de la force de travail est inemployée ou sous-employée dans un vaste secteur improductif de "services" et où en même temps s'accroissent des couches intermédiaires non productives (fonctionnaires, professions libérales) se reflète nécessairement dans la superstructure, notamment au niveau idéologico-culturel, entraînant de graves incohérences (ce qui ne veut pas dire que la superstructure soit un simple reflet de l'infrastructure socio-économique). L'extrême complexité de la structure économique et sociale a sa projection au niveau superstructurel, projection dont la complexité n'est nullement réductible à la dichotomie simpliste "moderne-traditionnel". Certaines forces sociales tentent souvent d'assumer ces contradictions, en les pérennisant, par le mariage bien connu de ce qu'on appelle le "traditionnalisme" et le "modernisme". Dans les faits, cela ne donne bien souvent qu'un modernisme technocratique imitatif, aliéné au modèle de consommation occidentale, et en même temps intégré à une pensée sociale archaïsante<sup>6</sup> ; il y a là, par exemple, un aspect important des limites qui caractérisent actuellement l'action transformatrice de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie dans le monde arabe.

Hors d'une analyse sérieuse, qui reste encore à faire en grande partie, des structures de classe concrètes et des courants idéologico-culturels qui les traversent, éloignée de tout paternalisme eurocentriste qu'il soit de "droite" ou de "gauche", les sociétés dudit Tiers-Monde, leurs problèmes et les axes de leur dynamique sociale ne sauraient être réellement compris.

Dans beaucoup de nos pays, une partie importante du terrain idéologico-culturel continue d'être occupée par des courants d'essence négative, que l'on peut schématiquement ramener à trois :

1. Le courant "passéiste", prône un retour aux "sources" conçu comme un retour au passé, sur le plan des valeurs culturelles, idéolo-

6. Concernant par exemple le rôle et le statut des classes laborieuses, celui de la femme dans la société etc...

giques et éthiques, un passé idéalisé et mythifié. En fait, ce courant, très représentatif des classes de type semi-féodal et de larges secteurs de la bourgeoisie nationale, n'est pas tant le défenseur du patrimoine hérité du passé que des formes de pensée les plus archaïques et les plus rétrogrades. Prétendant abusivement représenter la "culture nationale", il ne traduit en fait que les intérêts et les conceptions du monde de groupes sociaux conservateurs et réactionnaires qui veulent perpétuer des privilèges anachroniques et des modes de vie frustrant les classes laborieuses des fruits de leur travail.

2. Le courant "technocratique-moderniste", aux tendances cosmopolites, prétend singer le monde capitaliste, et cherche à dissimuler la nécessité d'une opposition fondamentale à l'impérialisme. Assez répandu dans certaines couches de la bourgeoisie bureaucratique et de la petite bourgeoisie intellectuelle (diplômés d'Université notamment), il n'est nullement incompatible avec le courant précédent, auquel il procure des cadres gestionnaires "aliénés", à l'échine très souple, qui cherchent à s'enrichir par tous les moyens et qui acquièrent progressivement les réflexes et la mentalité des classes directement exploités. Aux yeux des tenants de ce courant, seul le "facteur technologique" (entendant par là la technologie occidentale importée) a une valeur ; tout le reste : économie, politique, idéologie, culture etc... est jugé plus ou moins consciemment à travers ce prisme. Cela les conduit, par exemple, dans certains pays arabes, à vouloir perpétuer la suprématie de la langue française sur la langue arabe, à l'intérieur de leur pays ; le tout accompagné d'un profond mépris pour le potentiel de créativité des masses populaires, dont l'existence n'est même pas soupçonnée.

3. Le troisième courant, que l'on pourrait qualifier de "nihiliste" - dans son appréciation des valeurs culturelles du passé - arbore quelquefois les couleurs de "l'ultra-gauche" pour rejeter en bloc tout l'héritage culturel du passé, (en fait ignoré par les tenants de ces conceptions), sous prétexte qu'il n'a rien de révolutionnaire, qu'il est entièrement rétrograde, dépassé etc... Bien que partant de bons sentiments (chez une fraction de la jeunesse) une attitude aussi négative tourne le dos aux principes élémentaires de la dialectique sociale (des mouvements nationaux et sociaux) et à toute l'expérience, si riche d'enseignements, des grands mouvements révolutionnaires contemporains.

Elle ne débouche, le plus souvent, que sur un verbiage ronronnant, à propos d'une hypothétique culture d'essence particulière, qui surgirait *ex nihilo* des entrailles du prolétariat. Et pendant ce temps, le terrain idéologico-culturel, celui qui influence quotidiennement les masses

populaires, qui s'adresse au moins sur un plan formel à leur idéologie implicite, continue d'être occupé en grande partie, par ceux-là même qui s'opposent à toute transformation véritable de la société, dans le sens désiré par les classes laborieuses.

La lutte d'émancipation des peuples dudit Tiers-Monde n'a de chances historiques de triompher définitivement que si elle se cristallise sur un projet global de libération, de révolution sociale et de renaissance nationale, formant corps avec la richesse de l'expérience collective de chaque peuple, comme avec ses aspirations et son histoire réelle. Ce projet est-il celui que prônent les tenants de la "troisième voie" ?

### L'IDEOLOGIE DE LA "TROISIEME VOIE" EN AFRIQUE

Si nous consacrons une attention plus spéciale à la critique des expressions idéologiques de la "troisième voie" en Afrique (ni capitalisme, ni socialisme scientifique), c'est parce qu'elle prétendent apporter une réponse originale et spécifique aux problèmes de l'Afrique, sans avoir besoin d'opérer une rupture avec l'hégémonie impérialiste et sans bouleversement majeur des structures internes 7.

Toute idéologie est un système d'idées sociales, exprimant une conception du monde déterminée ; nous pouvons repérer en général des idéologies conservatrices, des idéologies révolutionnaires et progressistes, des idéologies réactionnaires et des idéologies de compromis, suivant la nature et la position des classes sociales en présence.

En règle générale les idéologies conservatrices sont une mystification de la réalité : les forces sociales qui craignent des changements profonds dans la structure sociale, économique et politique de la société ont recours à une mystification de la réalité, en cherchant de la sorte à affaiblir les forces qui exigent le changement de la structure de la société ; cette mystification a pour fonction également de renforcer le moral des forces sociales opposées au changement, et de consolider leur conviction dans la "justesse" de la cause qu'elles défendent.

Les idéologies révolutionnaires et authentiquement progressistes, au contraire, dévoilent la réalité ; elles apparaissent et se dévelop-

---

7. Les conceptions de la "troisième voie" en Afrique ont été présentées notamment au Colloque de Tunis du 1<sup>er</sup> au 6 juillet 1975 sur le développement planifié et les voies africaines vers le socialisme.

pent dans la lutte contre les idéologies conservatrices et réactionnaires : elles récusent le tableau mystifié de la réalité tracé par celles-ci et simultanément elles modèlent et organisent la conscience des forces sociales qui aspirent à un changement décisif de la structure de la société.

Les idéologies réactionnaires comportent à la fois des éléments dévoilant certains aspects de la réalité - jusqu'à un certain point - et des éléments de mystification ; elles dévoilent la réalité dans la mesure où cela est indispensable pour justifier la nécessité d'un changement, mais elles procèdent à une mystification de cette réalité pour faire admettre la possibilité d'un retour aux structures du passé.

Quant aux idéologies de compromis, elles comportent également un mélange d'éléments dévoilant superficiellement certains aspects de la réalité et d'éléments (plus forts) de mystification ; le plus souvent ces idéologies ont un caractère éclectique parce qu'elles s'efforcent de concilier des éléments contradictoires des idéologies progressistes et conservatrices en lutte (ce sont plutôt des syncrétismes idéologiques).

Dans sa variante actuelle la plus élaborée<sup>8</sup>, la doctrine du "socialisme africain" s'articule autour de deux thèmes majeurs : "Tiers-mondisme" et "spécificité africaine" ; de là découle son programme.

1. Pour ses théoriciens, le problème essentiel du socialisme n'est pas de résoudre les inégalités entre les diverses classes d'une même nation, mais de supprimer les inégalités qui résultent de l'existence de pays développés et de pays sous-développés.

Ainsi est niée la réalité de la lutte des classes et de l'exploitation sociale à l'intérieur des sociétés africaines, pour prétendre que désormais le grand conflit, le grand clivage est celui qui oppose le "Nord développé" (y compris donc les pays socialistes industrialisés) au "Sud sous-développé"<sup>9</sup>, alors qu'il est patent que dans beaucoup de pays africains la classe ouvrière et la paysannerie pauvre mènent une lutte de classes contre leurs exploités dans la phase néo-coloniale actuelle, contre le capital monopoliste, contre les bourgeoisies bureaucratiques et compradoriales alliées à ce dernier, et également contre leur propre bourgeoisie nationale lorsque celle-ci ne respecte pas les droits des travailleurs. La réalité quotidienne que vivent les masses travail-

---

8. En particulier par référence à des thèmes exposés à la Conférence de Tunis (1975).

9. Ce genre de positions est également celui de certains secteurs anti-impérialistes de la petite bourgeoisie du Tiers-Monde, notamment en Algérie et d'autres pays arabes du Maghreb et du Machreq.

leuses africaines, sous le joug du capital et de la propriété foncière, leur apprend que tant que subsiste la propriété privée des moyens de production, elles sont vouées à fournir un surtravail qui est prélevé par les détenteurs de la propriété sous forme de profits, de rentes foncières et d'intérêts.

D'un autre côté la réalité sociale des pays capitalistes industrialisés n'est pas celle d'un bloc homogène, car dans ces pays se poursuit une intense lutte de classes entre le capital monopoliste et la classe ouvrière, lutte dont l'enjeu intéresse également les peuples du Tiers-Monde, dans la mesure même où elle est dirigée contre un adversaire commun. Là réside la base objective d'une alliance anti-impérialiste et anti-monopoliste entre nos peuples et les classes ouvrières des pays capitalistes industrialisés <sup>10</sup>.

Ensuite, à notre époque, il existe deux systèmes mondiaux : le système capitaliste et le système socialiste. Le "sous-développement", l'exploitation et l'appauvrissement des pays dits sous-développés sont le fait du système capitaliste mondial. Après l'exploitation coloniale produit du système impérialiste, ce sont aujourd'hui les monopoles capitalistes, les multinationales, les grandes entreprises du monde capitaliste qui exploitent par de multiples canaux (investissements, dépendance technologique, commerce international etc...) les richesses et les hommes dudit Tiers-Monde et qui prélèvent chaque année des profits fabuleux à son détriment, profits qui servent à l'accumulation du capital monopoliste.

Il ne faudrait pas "noyer le poisson" et tourner le dos au véritable conflit, celui qui oppose les tenants du système impérialiste "renoué" cherchant à perpétuer cette situation et les peuples qui la subissent et veulent l'éliminer. Quant au système socialiste mondial, de par sa nature même, il ne peut tolérer une telle situation, ce qui fait de lui un allié sûr pour les peuples en lutte contre la domination impérialiste, pour leur émancipation économique et sociale.

En troisième lieu, il est clair que si l'exploitation des pays sous-développés se perpétue encore, c'est parce qu'elle trouve un point d'appui à l'intérieur de ces pays, constitué par les oligarchies compradores, les bureaucraties, les grands propriétaires fonciers, c'est-à-dire des classes internes aux formations périphériques et

10. Cette alliance dont la base objective existe, risque pourtant d'être gênée par l'ignorance des réalités concrètes des sociétés du Tiers-Monde doublée d'une suffisance et d'un certain paternalisme européen-centriste, qui marquent les directions de certains grands Partis Communistes d'Europe Occidentale.

qui ont lié leur sort à celui des intérêts impérialistes. Tout analyste sérieux est à même de constater, chiffres en mains, une corrélation étroite indiscutable entre l'élargissement de l'écart qui existe entre pays capitalistes développés et pays capitalistes de la Périphérie, et l'aggravation des inégalités sociales entre les classes à l'intérieur des pays sous-développés capitalistes. Il ne s'agit donc pas là de deux phénomènes distincts et séparés, mais bel et bien des deux faces d'une seule et même réalité.

2. Le thème de la "spécificité africaine" a été exploité par différents auteurs en vue de démontrer que les modèles occidentaux de développement, aussi bien capitalistes que socialistes, ne peuvent être transposés en Afrique.

Par exemple chez le Président Senghor, des apports positifs de Marx (philosophie de l'humanisme, théorie économique et méthode dialectique) sont reconnus, mais le monde actuel ne serait plus celui de Marx et Engels. En tous cas, selon cette conception, l'Afrique fait "bande à part" : "si la raison européenne est analytique, discursive par utilisation, la raison négro-africaine est intuitive par participation".

A l'individualisme européen s'oppose le personnalisme africain, à la société concurrentielle et de lutte, la communauté africaine d'entraide : "la civilisation négro-africaine est une civilisation collectiviste et communautaire, socialiste". Le "socialisme" serait donc intrinsèque aux structures communautaires de l'Afrique".

Les aspects économiques du "socialisme africain" ne constituent pas une réelle théorie économique cohérente et à longue vue<sup>12</sup>. Dans les faits, de nombreux responsables politiques demeurent l'enjeu des politiques internationales des puissances impérialistes ; leur liberté de choix n'est pas entière et l'"aide" importée se double souvent de modèles imposés.

La coopération et la planification sont présentées comme des panacées propres à guérir les maux économiques. Mais la coopération, inspirée des structures de l'économie traditionnelle, est très souvent

11. Cf également cette affirmation de feu Tom M.Boya, ancien ministre du travail du Kenya : "Notre socialisme est africain car il s'appuie sur les structures traditionnelles de nos sociétés : l'appropriation communale des terres, le travail en commun de tous, le refus de l'oisiveté et l'obligation du travail, le loyalisme à l'égard de la communauté et l'hospitalité universelle". Cela n'empêche pas de faire du Kenya un des "paradis" africains du capitalisme néo-colonial".

12. Cf Marcel Rudloff. *Economie Politique du Tiers-Monde*. Ed. Cujas.

déviée vers la bureaucratisation en l'absence d'une mobilisation des masses, d'un encadrement révolutionnaire et d'une refonte des structures socio-économiques lui donnant tout son sens et sa portée. Quant à la planification, il s'agit d'une technique dont la signification dépend du système social existant et du contenu que les gouvernants lui donnent : il y a des plans capitalistes et des plans socialistes. Le plan peut être coulé dans le moule d'une économie coloniale ou néo-coloniale de marché. Planification n'est pas synonyme de socialisation ; un plan n'a vocation au socialisme que s'il est lié à une économie qui n'est plus capitaliste et qui est dirigée par un pouvoir émanant véritablement des classes laborieuses.

3. Que reste-t-il alors de cette "troisième voie" ? Il s'agit, entre autres, d'extraire d'une société agraire "traditionnelle" largement ébréchée et pénétrée par le capitalisme, une morale et quelques règles de conduite politique. Ce "socialisme clanique" ne dépasse pas la portée pratique d'un code de moralité sociale : rappel des obligations sociales de chacun, critique des oisifs et des parasites. La société africaine actuelle serait "une société sans classes" parce que la bourgeoisie coloniale d'origine étrangère aurait cessé d'exister ; donc cette société "sans classes" est représentée dans sa totalité par son gouvernement, il n'y a pas de justification à l'opposition politique et aux revendications syndicales. Le Parti Unique est présenté comme l'émanation d'une nation politiquement unanime et socialement homogène, tout cela débouchant sur un code de conformisme social et de soumission politique.

La fonction socio-politique d'une telle idéologie est d'escamoter la nécessité d'une refonte totale des rapports sociaux de production, des structures et mécanismes de commercialisation et de répartition des produits et des revenus.

Ce pseudo-socialisme, qui s'incarne non dans les masses exploitées, mais dans les couches politico-administratives dirigeantes, peut être considéré comme une expression idéologique des nouvelles bourgeoisies africaines, plus spécialement de leur fraction bureaucratique qui contrôle l'appareil d'Etat et à travers celui-ci une partie de l'appareil économique, dans le cadre de la division internationale du travail imposée par le capital monopoliste international.

Plus concrètement, en interrogeant leur pratique confrontée à leur discours idéologique, nous trouvons le dénominateur commun des courants réformistes africains. Il est constitué par deux aspects intimement liés : la reconnaissance de la nécessité de certaines réformes limitées pour assurer le "développement" de l'économie, s'accompagne

de la volonté d'utiliser ces réformes en vue de consolider les bases socio-économiques de la nouvelle bourgeoisie et d'attirer le soutien de couches de la petite bourgeoisie (comme les diplômés d'Université) sans remettre en cause fondamentalement l'intégration de l'économie et de la société au système capitaliste mondial. D'où les corollaires de ce "conservatisme réformiste"<sup>13</sup>.

— négation de la réalité de la lutte des classes et de la nécessité de changements radicaux dans la structure de la société pour assurer le développement économique et social ;

— refus de l'intervention active et consciente des masses populaires dans la lutte politique et la prise des décisions, de leur organisation autonome notamment du prolétariat, et méfiance à l'égard du peuple ;

— tendance permanente au compromis avec l'impérialisme. Ne pouvant prôner aux peuples africains les "bienfaits" inexistants du capitalisme, les nouvelles bourgeoisies leur offrent les "substituts idéologiques" puisés dans l'idéologisation figée de certaines particularités, elles-mêmes en voie de transformation.

#### QUATRE TYPES DE PROBLEMES FONDAMENTAUX

Ce que ne peuvent comprendre les tenants de l' "économisme" de droite et de gauche ni ceux de la "troisième voie", c'est que nos peuples sont confrontés, dans leur évolution socio-historique actuelle, à quatre types de problèmes fondamentaux intimement liés : libération nationale, révolution sociale, développement et civilisation. Il s'agit des quatre composantes essentielles d'un mouvement socio-historique d'ensemble, à saisir dans sa globalité, et que certains ont réduit jusqu'ici, fort abusivement, au seul problème du "développement".

Ce réductionnisme a débouché sur une espèce d' "idéologie développementiste", que la confrontation avec la pratique sociale est en train de faire éclater, dans la mesure où les autres composantes du projet national et social sont écartées du champ de réflexion et d'activité, ou minimisées dans les faits, alors même que le "verbe nationaliste" leur rend hommage, parfois ... verbalement. Il ne s'agit évidemment pas de nier l'importance essentielle de la dimension économique dans le devenir de nos sociétés, mais de la réintégrer dans le processus global de changement et de transformation profonde qui doit leur ouvrir la voie du progrès.

13. Que l'on peut qualifier également de "social-démocratie africaine" sans pousser trop loin l'analogie avec la social-démocratie européenne, car les contextes socio-économiques diffèrent.

L'interaction des quatre composantes de notre mouvement socio-historique doit se comprendre dialectiquement, au niveau de la réflexion et de l'action : le développement, tel que nous l'entendons, au sens d'un processus cumulatif socialement maîtrisé et continu de croissance des forces productives, englobant l'ensemble de l'économie et de la population, à la suite de mutations structurelles profondes permettant la mise au jour de forces et de mécanismes internes d'accumulation et de progrès, n'est pas possible sans l'élimination des blocages sociaux, politiques et idéologiques qui l'entravent, c'est-à-dire de la domination externe-interne qui ronge et inhibe les formations sociales périphériques. Ce qui signifie, en bref, la réalisation d'un processus de libération nationale authentique et de révolution sociale profonde : dans les structures socio-économiques, les rapports sociaux et les valeurs idéologiques et culturelles - et sa consolidation persévérante à travers le temps.

Mais il ne suffit pas de formuler les grands axes d'une telle stratégie, encore faut-il comprendre qu'un peuple n'est pas seulement un territoire flanqué d'une "totalité socio-économique", c'est également un être social, une personnalité sociale<sup>14</sup>. S'il entrevoit seulement la rupture avec le passé, qui lui est proposée, sans percevoir en même temps une continuité de ce qui reste valable de ce passé comme valeurs éthiques et culturelles, il adhétera difficilement à une conception révolutionnaire du changement social. En revanche, s'il comprend que, grâce au changement, il y a aussi continuité, à un niveau supérieur par rapport au passé, de sa personnalité sociale, culturelle, de sa civilisation propre, il participera consciemment à la réussite de la mutation. Car il est vital pour des peuples, dont la perception de l'histoire a été brutalement coupée à un moment donné, d'arriver à reconstituer l'unité du processus historique ayant marqué leur évolution lointaine et récente, et à ne plus considérer leur histoire nationale comme un magma incohérent et inintelligible, ou au mieux, comme une addition de légendes et de mythes plus ou moins glorieux. Il est indispensable pour eux de parvenir à retrouver une certaine cohérence dans l'histoire de leur civilisation que l'impérialisme a agressée, et qu'il s'est acharné à détruire, poussé par sa logique de domination.

C'est pour cela que les futures civilisations des pays dudit Tiers-Monde devront nécessairement récupérer le noyau valable du point

14. Les errements de certains mouvements communistes occidentaux dans l'appréciation des évolutions dans le Tiers-Monde proviennent en partie de l'ignorance et de l'incompréhension de ces réalités, sur laquelle se superposent le dogmatisme et le paternalisme.

de vue d'une stratégie révolutionnaire de développement - de leur patrimoine culturel, éthique et de civilisation.

Bien plus, la lutte de ces peuples et de leurs avant-gardes, à l'étape actuelle contre l'impérialisme et ses alliés de classe internes, doit aussi prendre appui, entre autres, sur leurs valeurs culturelles et éthiques positives, qu'ils ont pour devoir de préserver, d'enrichir, et d'utiliser comme armes de désaliénation et d'émancipation, tout en se gardant d'idéaliser le passé car ce serait tomber dans un autre genre de mystification, telle celle que crée le nationalisme bourgeois apologiste sans nuances du passé, dont il idéalise la configuration pour faire oublier les contradictions du présent et la nécessité d'une refonte radicale de nos sociétés.

### FONDER UNE PRATIQUE EFFICACE

Nos civilisations doivent muer, se rajeunir, ou bien elles sont condamnées à périr définitivement.

D'où l'exigence, impérieuse pour nos peuples, de s'approprier les méthodes scientifiques mises au point par la pensée sociale révolutionnaire en voie d'universalisation, en rejetant tout mimétisme stérile et aliénant, et en apportant leur propre pierre à cette édification.

D'où également, la non moins impérieuse nécessité d'aborder notre passé culturel et notre patrimoine de civilisation (y compris son éthique) avec une démarche critique-positive, qui permette d'en revaloriser les éléments valables et d'écarter les "scories" qui ne peuvent cohabiter avec la réalisation du projet d'émancipation nationale et sociale <sup>15</sup>.

Aujourd'hui, pour affronter valablement les problèmes que nous lèguent le passé et la colonisation, pour approfondir notre processus de libération nationale et réussir la transformation de nos économies et de nos sociétés, nous avons besoin d'une pratique efficace. Or celle-ci ne peut se développer que si elle est soutenue par une pensée correcte, à la fois nationale, scientifique, et révolutionnaire.

Non seulement il faut récuser les tentatives des classes possédantes et privilégiées d'utiliser certaines valeurs idéologico-culturelles vidées de toute substance progressiste, en vue de préserver leur domination et de combattre les mouvements progressistes et révolutionnaires,

15. Parmi les plus remarquables et les plus nocives de ces "scories", il y a, par exemple, toutes les conceptions rétrogrades relatives à la condition de la femme.

mais aussi il faut préparer la voie à l'hégémonie des classes laborieuses, seules capables de mener jusqu'au bout la lutte pour la réalisation du projet de renaissance nationale et d'émancipation économique et sociale. Et ce combat implique une compréhension profonde et une intériorisation véritable des particularités de la lutte des classes dans nos sociétés, à leur étape actuelle d'évolution.

Il s'agit donc de comprendre et d'assimiler de façon créatrice et non pas mécanique et dogmatique, la méthodologie scientifique de l'approche globale de la transformation des sociétés, dont les fondements ont été posés par Marx-Engels-Lénine, car seule cette méthodologie autorise une démarche féconde<sup>16</sup> permettant d'expliquer les spécificités de notre devenir social et leur possible intégration à une évolution progressiste de l'ensemble de l'humanité.

C'est à cette tâche que doit s'atteler la pensée politique et sociale qui se meut dans la dialectique réelle, historique et concrète et qui se propose, pour assurer et vérifier sa propre validité et vitalité, d'aider les masses à réfléchir sur leur propre expérience, considérant que la pratique doit toujours mieux jouer son rôle de méthode de connaissance.

---

16. Un exemple remarquable de cette démarche nous paraît être l'apport théorique du regretté Amílcar Cabral. Voir à ce propos ses œuvres publiées aux éditions Maspéro : *L'âme de la théorie*, et *La pratique révolutionnaire*.